



Ne soyons pas spectateurs

L'appel à la grève lancé par une majorité d'organisations syndicales, dont la CGT, concerne les journalistes tout autant que les autres salariés de Radio France. Les salariés des régions tout autant que ceux de Paris. Il ne s'agit pas d'un mouvement catégoriel mais d'un mouvement d'ensemble contre des mesures de restructuration dont certaines sont de toute évidence déjà décidées, sans attendre la signature du contrat d'objectifs et de moyens (COM) ou l'examen en CCE. Déjà décidées les fermetures des micro-locales, les restructurations des rédactions et de la production (fusions de services pour les uns, éclatement dans les chaînes pour les autres), la syndication d'une partie des programmes des stations locales... Toutes les mesures qui se profilent ont pour but de faire des économies pour renflouer un budget mis à mal par nos directions successives et la tutelle et de « normaliser » Radio France et ses antennes, comme le dit notre pdg.

C'est le moment

Quand devons-nous dire stop ? Devons-nous attendre que la direction ait bouclé en toute opacité avec le gouvernement un COM dont il ne resterait plus à discuter que les virgules ?

La CGT pense que c'est maintenant que les salariés doivent agir, tous ensemble, notamment pour obtenir des garanties sur le maintien de l'emploi quand court avec insistance la rumeur d'un plan de départ. On mesure toutes les conséquences qu'auraient sur nos conditions de travail une coupe claire dans les effectifs quand on voit comment le redéploiement de 150 emplois pour développer les nouveaux médias a déjà pesé dans certains secteurs, notamment dans les rédactions.

Le chantier, la gabegie et le bureau du pdg

Ce n'est pas l'emploi ni les salariés qui plombent le budget de Radio France. C'est principalement le chantier pharaonique de réhabilitation de la Maison de la radio, dont le coût n'a cessé de dérapier. La révélation du coût de la réfection du bureau du pdg par le Canard Enchaîné aujourd'hui est symbolique de la gabegie de ce chantier.

Le déficit, c'est aussi de la responsabilité de l'Etat qui n'a pas respecté les engagements du précédent COM et a amputé le budget de Radio France de plus de 80 millions d'euros.

Si la logique des restructurations pour faire des économies s'impose, tous les métiers, toutes les antennes en souffriront. Il est illusoire de penser que certains métiers, certains secteurs seront épargnés. C'est la richesse des contenus, la qualité de nos antennes et de nos missions qui est en jeu. Quand nous couvrons des conflits sociaux en tant que journalistes, nous sommes observateurs. Quand les restructurations touchent notre entreprise, nous devons être acteurs.

Réagissons tous ensemble !

**Grève le jeudi 19 mars – AG à Paris dans la journée
(Lieu et heure communiqués ultérieurement)**